



CONVERGENCE SERVICES PUBLICS D'INDRE ET LOIRE

Mes Services Publics, ma Sécu., j'y tiens!

Appel de la Rencontre régionale de Montargis -Paucourt des 2-3-4 octobre 2026

Les Collectifs de défense des hôpitaux et des services publics, les syndicats, les élus présents réunis lors de la Rencontre de Montargis-Paucourt ont débattu ensemble des enjeux de la période, élaborer des grands axes d'actions et de mobilisations pour défendre et promouvoir les services publics, la Sécurité Sociale et l'exigence d'une santé de haut niveau accessible à toutes et tous.

Dans cette période de forte mobilisation de la jeunesse, l'assemblée soutient pleinement le mouvement en cours qui porte sur leurs conditions d'études et leur inquiétude sur l'avenir. Elle appelle à participer à leurs actions. Leurs luttes rejoignent celles engagées pour la défense et le développement des services publics. **La Rencontre a permis de débattre et définir des axes d'actions :**

LA SÉCURITÉ SOCIALE

Elle fait partie des fondements de notre société solidaire pour l'égalité de toutes et tous devant la santé, la retraite... Depuis des décennies, la Sécu. est attaquée dans ses moyens et dans son fonctionnement. Pour ce faire, les gouvernements successifs mènent des campagnes mensongères utilisant une dette qu'ils ont eux-mêmes créée. Nous affirmons et voulons démontrer que les moyens existent dans notre pays pour une Sécurité Sociale avec un véritable 100% Sécu, avec le retour à la primauté du financement par la cotisation et par une gestion démocratique.

LA SANTÉ

Il y a urgence à répondre aux besoins de santé de la population et à la très forte dégradation des conditions de travail et d'emploi des personnels hospitaliers. Nous revendiquons la mise en place d'un système public territorial de santé avec des médecins et des soignants en nombre suffisant afin de répondre partout aux besoins de santé et de prévention, la fin des dépassements d'honoraires, des franchises médicales et de tous les déremboursements médicaux et sanitaires qui entraînent des sacrifices et des renoncements aux soins inacceptables.

L'ÉDUCATION, L'ÉCOLE

La société a besoin de jeunes, qualifiés, citoyens, critiques et engagés, d'autant plus que la génération montante est moins nombreuse que les générations précédentes. **Le Service Public et laïc d'éducation doit être mis en situation de faire réussir tous les jeunes : collégiens, lycéens, apprentis et étudiants.** Cela nécessite une véritable gratuité, des moyens fortement accrus, mais aussi des réformes concernant la formation des personnels, les programmes, les rythmes scolaires, la valorisation du travail collectif. Pour apprendre, les jeunes doivent aussi être libérés des problèmes touchant à leur santé et leur alimentation, au logement, au transport.

L'EAU

L'eau est un bien commun. La ressource, aujourd'hui menacée (changements climatiques, pollution,..) doit être préservée. Chacun doit pouvoir accéder à une eau de qualité et à une tarification sociale.

Les pollueurs doivent payer davantage et être également accompagnés pour tendre vers une production agricole ou industrielle propre. Cela suppose une gestion publique et démocratique de l'eau, donnant la place aux usagers-citoyens dans les instances, avec des objectifs ciblés, une planification transparente et des moyens de contrôles.

LA MOBILITÉ

Chaque citoyen doit avoir accès à un moyen de transport sur tout le territoire, quelque soit son lieu d'habitation, en ville comme en zone rurale. Le développement des transports collectifs et des mobilités douces répond à des enjeux environnementaux (climat, santé publique ..), sociaux (accès à tous dont les personnes à mobilité réduite, tarification sociale, avancement vers la gratuité), économiques (aménagement du territoire et développement des activités). Les usagers, les élus, au travers notamment de comités locaux, doivent être pleinement associés aux réseaux de transports publics pour répondre efficacement aux besoins de l'ensemble de la population.

LA JUSTICE

Pas de droits humains sans droits sociaux. Chaque citoyen doit pouvoir faire valoir ses droits auprès de la Justice dont l'indépendance doit être respectée. Le Service Public de la Justice n'est pas en mesure actuellement de faire respecter ces droits dans la proximité sur l'ensemble du territoire. Par conséquent, nous devons lui en donner les moyens avec des juridictions de proximité et de pleine compétence.

LA POSTE :

La Direction de La Poste annonce 471 suppressions de Bureau dont 16 dans la Région Centre-Val-de-Loire pour 2026. **L'action de tous est indispensable pour obliger l'État et la Poste à maintenir ses missions de service public, de présence postale et d'aménagement du territoire.** Les décisions d'organisation du Service Postal doivent être débattues démocratiquement avec les élus et les usagers.

En conclusion :

Nous appelons les organisations associatives, syndicales, mutualistes et politiques en accord avec ces principes, à engager un travail de mobilisation des usagers par un militantisme au plus près de la population.

La démocratie participative et la recherche d'unité doivent être au cœur de cette démarche.

Pour l'ensemble des services publics et pour la Sécurité Sociale, nous demandons le retour à des fonctionnements démocratiques.

Nous appelons à la mise en mouvement de tous les acteurs avec les usagers-citoyens pour combattre les orientations antisociales du Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale (PLFSS) et du Projet de Loi de Finances (PLF) pour 2027, et promouvoir d'autres alternatives pour le respect des droits humains et le progrès social.